



LE CONSEIL A EU DEBAT D'ORIENTATION SUR LE RAPPORT ECONOMIQUE ANNUEL 1983-84 ET CHARGE LE GROUPE DE COORDINATION DES POLITIQUES ECONOMIQUES ET FINANCIERES DE POURSUIVRE LES TRAVAUX.

## 2.2. CONSEIL RECHERCHE (26 OCTOBRE)

LE CONSEIL, QUI S'EST VIRTUELLEMENT CONSACRE AU PROGRAMME ESPRIT, A DU INTERROMPRE SES TRAVAUX MERCREDI SOIR ET LES REPRENDRA SAMEDI 5 NOVEMBRE (SEPT DELEGATIONS ONT DEJA MARQUE LEUR ACCORD SUR LES PROPOSITIONS DE LA COMMISSION ET SUR L'ENVELOPPE BUDGETAIRE, ET DEUX ONT TEMPORAIREMENT RESERVE LEUR POSITION).

LE CONSEIL A APPROUVE LA DEUXIEME PHASE (JANVIER 84/MARS 86) DU PROGRAMME DE RECHERCHE ET DE FORMATION DANS LE DOMAINE DU GENIE BIOMOLECULAIRE QUI SERA COTE DE 7 MIO ECUS.

## 2.3. CONSEIL 'MARCHÉ INTERIEUR' (26 OCTOBRE)

L'OJ ETAIT TRES CHARGE.

LES TRAVAUX SE HEURTENT TOUJOURS POUR L'ESSENTIEL A LA DIVERGENCE AU SUJET DE L'APPROCHE GENERALE POUR LA POLITIQUE COMMERCIALE, SOIT LE LIEN ETABLI ENTRE L'ELIMINATION DES ENTRAVES TECHNIQUES (CERTIFICATION COMMUNAUTAIRE, PROBLEME DES 20 DIRECTIVES BLOQUEES) ET LE PROBLEME DU RENFORCEMENT DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (PRACTIQUES COMMERCIALES ILLICITES).

LE CONSEIL A ADOPTE DIFFERENTES PROPOSITIONS : PLAN DE DEVELOPPEMENT TRANSNATIONAL DE L'INFRASTRUCTURE D'ASSISTANCE A L'INNOVATION ET AU TRANSFERT DES TECHNOLOGIES, FACILITATION DES FORMALITES ET CONTROLES LORS DU TRANSPORT DE MARCHANDISES ENTRE ETATS MEMBRES, DIRECTIVE SPECIALITES PHARMACEUTIQUES AINSI QUE CERTAINS POINTS D'IMPORTANCE MINEURE.

LE CONSEIL A EU UN DEBAT D'ORIENTATION SUR LES NORMES TECHNIQUES DURANT LEQUEL M. NARJES A MIS L'ACCENT SUR UN ENGAGEMENT A PRENDRE PAR LES ETATS MEMBRES D'EFFECTUER UN EXAMEN CRITIQUE DE LA JUSTIFICATION DES NORMES ET REGLES TECHNIQUES, ET CECI JUSQU'AU 30 JUIN 84.

CONCERNANT LE DOCUMENT UNIQUE, LE CONSEIL S'EST ENGAGE A INSTAURER UN GROUPE AD HOC DE HAUTS FONCTIONNAIRES CHARGES D'EXAMINER LES PROBLEMES EN SUSPENS. LE FAIT QUE LES PAYS DU BENELUX VIENNENT Y'ADOPTER UN DOCUMENT UNIQUE POURRAIT CONTRIBUER A FAIRE AVANCER LES TRAVAUX.

A LA DEMANDE INSISTANTE DE M. NARJES, LE CONSEIL EST CONVENU DE TENIR UNE NOUVELLE REUNION AVANT LE CONSEIL D'ATHENES LE 25 NOVEMBRE.

## 2.4. QUESTIONS BUDGETAIRES

LE PARLEMENT A ACHEVE LA PREMIERE LECTURE DU BUDGET 1984. LE BUDGET TOTAL S'ELEVE A PRES DE 26 MILLIARDS ECUS EN PAIEMENTS, A SEULEMENT 8 MIO EN DESSOUS DU PLAFOND DES 1 0/0.

PRINCIPAUX BENEFICIAIRES DES AMENDEMENTS (MIO ECUS EN CREDITS DE PAIEMENT) :

- POLITIQUE REGIONALE : 112.5
- POLITIQUE SOCIALE : 120
- RECHERCHE, ENERGIE, INDUSTRIE ET TRANSPORT : 122
- COOPERATION AU DEVELOPPEMENT PAYS TIERS : 128

COMME PROPOSE PAR LA COMMISSION DES BUDGETS, SONT PLACES EN RESERVE 825 MIO ECUS DES DEPENSES DU FEOPA GARANTIE ET LA TOTALITE DU RISK SHARING (1202 MIO).

A SECONDE LECTURE EST PREVUE POUR LE 22 NOVEMBRE.

## 2.5. PRODUITS DE LA PECHE : PRIX DE CAMPAGNE 1984

LA COMMISSION PROPOSE DE RECONDUIRE EN 1984 LE PRIX D'ORIENTATION POUR LE HARENG FRAIS ET LES SARDINES CONGELEES ET MAINTENIR A CE STADE LE PRIX A LA PRODUCTION POUR LES THONS DESTINES A L'INDUSTRIE. ELLE PROPOSE, SELON LES ESPECES, UNE AUGMENTATION DES PRIX D'ORIENTATION DE 1 A 6PC POUR LES AUTRES PRODUITS FRAIS ET DE 3 A 8PC POUR LES AUTRES PRODUITS CONGELES.

## 3. RELATIONS EXTERIEURES

### 3.1. REUNION INFORMELLE DES MINISTRES DES A.E. (VOULIAGMENI

22/23 OCTOBRE)

LES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES ONT TENU, LES 22 ET 23 OCTOBRE A VOULIAGMENI PRES D'ATHENES, UNE REUNION INFORMELLE DE TYPE 'GYMNICH'. LES DISCUSSIONS ONT PRINCIPALEMENT PORTE SUR DES THEMES DE LA COOPERATION POLITIQUE. COMME D'HABITUDE, IL N'Y A PAS EU DE COMMUNIQUE OFFICIEL. LE MINISTRE HARALAMBOPOULOS A FAIT SAVOIR A LA PRESSE QUE PARMIS LES SUJETS EVOQUES FIGURAIENT LES RELATIONS EST-OUEST, NOTAMMENT DANS LE CONTEXTE DU DESARMEMENT (RENCONTRE GENSCHER-GROMYKO A VIENNE), LE LIBAN, L'AMERIQUE CENTRALE ET GRENAD.

AU TITRE DE TRAVAUX COMMUNAUTAIRES, LE PRESIDENT HARALAMBOPOULOS A EGALEMENT EVOQUE LES PROCEDURES POUR LA PREPARATION DU CONSEIL EUROPEEN D'ATHENES ET LES RELATIONS ECONOMIQUES AVEC CHYPRE AINSI QU'AVEC LA HONGRIE.

### .2. GRENAD

MARDI 25, LA COMMISSION A DECIDE, AVANT LA DIFFUSION DES INFORMATIONS SELON LESQUELLES DES FORCES DE PLUSIEURS PAYS AVAIENT DEBARQUE SUR L'ILE, LE GEL TECHNIQUE TOTAL DES ACTIONS DE COOPERATION JUSQU'A CE QUE LA SITUATION DANS L'ILE SOIT ECLAIRCIE.

LA COMMISSION SUIT AVEC BEAUCOUP D'ATTENTION L'EVOLUTION DE LA SITUATION DANS LES CARAIRES A LA SUITE DES EVENEMENTS QUI SONT SURVENUS A GRENAD. ELLE CONSTATE LE 26 OCTOBRE QU'EN L'ABSENCE DE TOUT CONFLIT DE FRONTIERE, UN PAYS ACP A FAIT L'OBJET D'UNE INTERVENTION MILITAIRE EXTERIEURE. ELLE DEMEURE CONVAINCUE QUE LES PROBLEMES DE LA REGION CARAIBE, TOUT COMME CEUX DE L'AMERIQUE CENTRALE, NE PEUVENT ETRE RESOLUS PAR DES MOYENS MILITAIRES MAIS SEULEMENT PAR UNE SOLUTION POLITIQUE RESPECTANT LES PRINCIPES DE NON INTERVENTION ET D'INVIOABILITE DES FRONTIERES.

LA COMMUNAUTE S'EST ENGAGEE, DANS LE CADRE DE LA CONVENTION DE LOME II AUX COTES DES ETATS CARAIRES, DANS LEUR LUTTE CONTRE LE SOUS DEVELOPPEMENT. LA COMMISSION ESTIME QUE CET EFFORT EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL CONSTITUE LA SEULE REAONSE DE NATURE A REDUIRE LES FACTEURS DE TENSION DANS LA REGION.

JEUDI 27, LA COMMISSION, APRES CONSULTATION DES ETATS MEMBRES ET DE SES DELEGUES ET AU VU DES CIRCONSTANCES, A DECIDE LE REPORT DE LA VISITE DES MEMBRES DU COMITE DU FED DANS LA REGION DES CARAIRES JUSQU'A UNE DATE OU CETTE VISITE POURRA SE DEROULER DANS DES CONDITIONS NORMALES.

### 3.3. PACTE ANDIN : CONCLUSION DES NEGOCIATIONS

THE NEGOTIATIONS FOR THE CONCLUSION OF AN ECONOMIC COOPERATION FRAMEWORK AGREEMENT BETWEEN THE COMMUNITY AND THE CARTHAGENA AGREEMENT AND ITS MEMBER STATES WERE COMPLETED ON 27 OCTOBER.

THE AGREEMENT, THE FIRST OF ITS KIND BETWEEN THE COMMUNITY AND A REGIONAL GROUPING IN LATIN AMERICA, IS A FIVE YEAR NON-PREFERENTIAL COOPERATION AGREEMENT DESIGNED TO PROVIDE CLOSER TRADE AND ECONOMIC RELATIONS BETWEEN THE TWO PARTIES WHO WILL ENCOURAGE INDUSTRIAL COOPERATION BETWEEN ECONOMIC OPERATORS IN BOTH REGIONS AND WILL DEVELOP SCIENTIFIC AND TECHNICAL COOPERATION IN A WIDE RANGE OF SECTORS. THEY ALSO AGREE TO PROMOTE A HARMONIOUS DEVELOPMENT, A DIVERSIFICATION AND A QUALITATIVE IMPROVEMENT OF THEIR TRADE THROUGH APPROPRIATE ACTIONS. BOTH SIDES GRANT EACH OTHER THE BENEFIT OF THE GATT MOST FAVOURED NATION CLAUSE. THE COMMUNITY RECOGNISES THAT THE ANDEAN REGION IS IN THE PROCESS OF DEVELOPMENT AND WILL SEEK TO COORDINATE THE DEVELOPMENT ACTIVITIES OF THE COMMUNITY AND ITS MEMBER STATES IN THE REGION.

A JOINT COMMISSION IS ESTABLISHED TO STUDY AND PROMOTE ACTIONS TO EXECUTE FULLY THE PROVISIONS OF THE AGREEMENT.

THE TWO DELEGATIONS WILL SUBMIT THE RESULTS OF THE NEGOTIATIONS TO THEIR RESPECTIVE AUTHORITIES FOR APPROVAL, SO THAT THE AGREEMENT CAN BE SIGNED AT THE EARLIEST POSSIBLE MOMENT.

THE NEGOTIATIONS, WHICH ARE A SYMBOL OF THE DEVELOPING RELATIONSHIP BETWEEN THE COMMUNITY AND THE LATIN AMERICA REGION WERE CONCLUDED IN A FRIENDLY ATMOSPHERE AND IN A SPIRIT OF MUTUAL COMPREHENSION.

MR. MONCAYO, MEMBER OF THE JUNTA WHO LED THE VISITING DELEGATION, EXPRESSED THE INTEREST OF THE ANDEAN GROUP THAT THE AGREEMENT BE SIGNED ON THE 17TH OF DECEMBER OF 1983, IN BOGOTA, ON THE OCCASION OF THE SPECIAL MEETING OF THE PRESIDENTS OF THE MEMBER COUNTRIES TO COMMEMORATE THE BICENTENARY OF THE BIRTH OF THE LIBERATOR SIMON BOLIVAR. (L'ACCORD FAIT REFERENCE A LA VOLONTE

DE LA COMMUNAUTE DE METTRE EN OEUVRE LES MOYENS FINANCIERS 'ADEQUATES' A LA COOPERATION QUI SERA AINSI DECIDEE MAIS SANS FIXER D' 'ENVELOPPE' A CET EFFET.

CE VENDREDI, LES PAYS DU PACTE ONT SIGNE A BRUXELLES AVEC LA COMMUNAUTE UN ACCORD POUR LE FINANCEMENT D'UN PROJET DE DEVELOPEMENT POUR L'INDUSTRIE DU BOIS DANS LA REGION ANDINE DONT LE COUT S'ELEVE A 7 MIO DOLLARS).

### 3.4. USA : ACIERS SPECIAUX

LORS DU 4EME ROUND LE 26 OCTOBRE ENTRE LES USA ET LA COMMUNAUTE, IL A D'ABORD ETE QUESTION DE LA COMPENSATION POUR LES PRODUITS SOUMIS A QUOTAS. LES USA ACCEPTENT LE PRINCIPE D'UNE COMPENSATION MAIS N'ONT PAS FAIT D'OFFRE CONCRETE. PLUSIEURS POSSIBILITES REDUISANT L'IMPACT DES ACTIONS AMERICAINES ONT AUSSI ETE EVOQUEES, EN PARTICULIER LA POSSIBILITE D'ACCORDER DAVANTAGE D'EXCEPTIONS. LES DISCUSSIONS SUR LA COMPENSATION POUR LES PRODUITS SOUMIS A DES AUGMENTATIONS TARIFAIRES ONT CONTINUE MAIS AUCUN ACCORD N'EST INTERVENU. M. KRENZLER, TOUT EN RECONNAISSANT QUE QUELQUES PROGRES AVAIENT ETE REALISES, A INSISTE SUR LA NECESSITE DE TERMINER LE PROCESSUS DE CONSULTATIONS SUBSTANTIELLES AVANT LA FIN NOVEMBRE.

D'AUTRE PART, LES USA ONT CONCLU DES ACCORDS D'AUTOLIMITATION AVEC LE JAPON, LE CANADA, LA POLOGNE, L'ARGENTINE, L'ESPAGNE, L'AUTRICHE ET UN ARRANGEMENT NEGOCIE AVEC LA SUEDE. A L'EXCEPTION DE L'ESPAGNE, TOUS CES PAYS ONT OBTENU UN QUOTA INFERIEUR A LA MOYENNE RECOMMANDEE PAR L'ITC.

CEUX QUI N'ONT PAS CONCLU D'ARRANGEMENT (COMMUNAUTE, BRESIL, COREE DU SUD ET CERTAINS AUTRES PAYS MINEURS) CONTINUERONT A ETRE SOUMIS AU CONTINGENT GLOBAL, QUI EST DESORMAIS REDUIT.

### 3.5. JAPON

---

LES AUTORITES JAPONAISES ONT DECIDE, LE 21 OCTOBRE, UNE NOUVELLE SERIE DE MESURES DESTINEES A STIMULER LA DEMANDE INTERNE ET A FACILITER LES IMPORTATIONS DE PRODUITS ETRANGERS AU JAPON. LA PRESSE JAPONAISE A ACCUEILLI AVEC BEAUCOUP DE SCEPTICISME CES MESURES. LA COMMISSION LES A SALUEES DANS LA MESURE OU ELLES REPONDENT A CERTAINES DES DEMANDES DE LA COMMUNAUTE ET OU ELLES DEVRAIENT ENCOURAGER L'IMPORTATION DE PRODUITS MANUFACTURES AU JAPON. CEPENDANT, IL LUI PARAIT QU'IL N'EST PAS EVIDENT QU'ELLES REPONDENT AU SOUHAIT FERMEMENT EXPRIME PAR LE CONSEIL DU 17 OCTOBRE D'UN ACCROISSEMENT SENSIBLE DES IMPORTATIONS PAR LE JAPON DE PRODUITS MANUFACTURES ET TRANSFORMES.

### 3.6. AUTRICHE : TRANSPORTS ROUTIERS

---

LE PORTE-PAROLE DECLARE QUE LA COMMISSION CONSIDERE QUE LA MESURE ENVISAGEE PAR LE GOUVERNEMENT AUTRICHIEN D'AUGMENTER LA TAXE ROUTIERE SPECIALE DE 50 O/O A PARTIR DU 1ER JANVIER 1984 EST INJUSTIFIEE. UNE TELLE MESURE FRAPPANT LE TRAFIC ROUTIER DES MARCHANDISES RISQUERAIT DE COMPROMETTRE LES RESULTATS DES NEGOCIATIONS EN COURS DEPUIS L'AUTOMNE 1982 ENTRE LA COMMUNAUTE ET L'AUTRICHE POUR REGLER LES PROBLEMES EXISTANTS DANS LE DOMAINE DES TRANSPORTS. IL A ETE DEMANDE EGALEMENT A L'AUTRICHE DE REEXAMINER LES REPERCUSSIONS QU'UNE EVENTUELLE AUGMENTATION DE LA TAXE ROUTIERE AURAIT POUR LES TRANSPORTEURS COMMUNAUTAIRES.

### 3.7. MAGHREB : CONVERSATIONS EXPLORATOIRES ELARGISSEMENT

---

DANS LE CADRE DE LA DECISION DU CONSEIL DU 25.1.1983 LA COMMISSION A TENU DES CONVERSATIONS EXPLORATOIRES AVEC LA TUNISIE, L'ALGERIE ET LE MAROC, RESPECTIVEMENT LE 17, LE 19, LES 20 ET 21 OCTOBRE. CES CONVERSATIONS AVAIENT POUR OBJET DE PERMETTRE UN ECHANGE DE VUES SUR LES RELATIONS ENTRE LA COMMUNAUTE ET CES PAYS, NOTAMMENT DANS LA PERSPECTIVE DE L'ELARGISSEMENT A L'ESPAGNE ET AU PORTUGAL.

LES DELEGATIONS DES PAYS PARTENAIRES ONT FAIT PART DE LEUR ANALYSE SUR L'EVOLUTION DES ACCORDS DEPUIS LEUR CONCLUSION, DE LEURS PREOCCUPATIONS QUANT AUX PROBLEMES QUE L'ELARGISSEMENT RISQUE D'AGGRAVER, DE LEURS SUGGESTIONS SUR LE DEVELOPPEMENT FUTUR DE CES RELATIONS. IL EN RESSORT QU'ILS PARTAGENT LARGEMENT L'ANALYSE ET LES ORIENTATIONS QUE LA COMMISSION AVAIT PRESENTEES AU CONSEIL DANS SA COMMUNICATION DE JUIN 82 SUR LA POLITIQUE MEDITERRANEE DE LA COMMUNAUTE ELARGIE, EN DISCUSSION AU CONSEIL A L'HEURE ACTUELLE. LES DELEGATIONS DES 3 PAYS ONT PRESENTE AU COURS DE CES CONVERSATIONS UNE POSITION COORDONNEE.

### 3.8. EXPORTATIONS DE FARINES VERS L'EGYPTE

---

APRES CONSULTATION DU COMITE DE GESTION LE 20 OCTOBRE, LA COMMISSION A ARRETE UN REGLEMENT PERMETTANT L'OCTROI D'UNE RESTITUTION SUPPLEMENTAIRE POUR L'EXPORTATION DE FARINE DE BLE VERS L'EGYPTE DANS LA LIMITE D'UNE QUANTITE DE 400.000 TONNES, DES MESURES DE SURVEILLANCE SPECIALE PERMETTANT DE S'ASSURER DE LA DESTINATION ET DU NON DEPASSEMENT DE LA QUANTITE ENVISAGEE (REGLEMENT DIT DE "DELAJ DE REFLEXION").

CETTE RESTITUTION EST NECESSAIRE POUR PERMETTRE AUX EXPORTATEURS COMMUNAUTAIRES DE REPREDRE UNE PART DU MARCHE EGYPTIEN, MARCHE COMMUNAUTAIRE TRADITIONNEL, QUI CONSTITUE ENVIRON 20 PC DU MARCHE MONDIAL DE LA FARINE DE BLE, PERDU POUR 1983 A LA SUITE DE LA VENTE D'UN MILLION DE TONNES DE FARINE AMERICAINE A BAS PRIX.

### 3.9. REUNION DU CLUB DU SAHEL (26/28 OCTOBRE)

-----

A L'INVITATION DE LA COMMISSION, LA CINQUIEME CONFERENCE A HAUT NIVEAU DU CLUB DU SAHEL SE TIENT EN CE MOMENT A BRUXELLES. LA SEANCE D'OUVERTURE A ETE PRESIDEE CONJOINTEMENT PAR M. PEREIRA, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU CAP-VERT ET PRESIDENT PAR INTERIM DU CILSS ET M. PISANI.

CETTE REUNION EST CONSACREE A UNE EVALUATION DE LA SITUATION ECONOMIQUE PRESENTE ET DES PROGRES ACCOMPLIS DANS LA MISE EN OEUVRE D'UNE STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT AU SAHEL.

### 3.10. THAILANDE

-----

LE JOINT WORKING GROUP A FAIT A BANGKOK LE POINT DE LA PRODUCTION ET DU COMMERCE DU MANIOC DE LA THAILANDE. CELLE-CI DEMANDE UN ACCROISSEMENT DE SES EXPORTATIONS POUR TENIR COMPTE DE L'AUGMENTATION CONJONCTURELLE DE SA RECOLTE. LA DELEGATION DE LA COMMISSION A FAIT VALOIR LES DIFFICULTES POLITIQUES ET ECONOMIQUES QUE RENCONTRE LA GESTION DE SA POLITIQUE AGRICOLE.

### 3.11. TEXTILES : ARRANGEMENTS BILATERAUX

-----

THE COMMUNITY HELD CONSULTATIONS IN BRUSSELS WITH YUGOSLAVIA AND PORTUGAL, ON 17 AND 18 OCTOBER RESPECTIVELY, TO EXAMINE A VARIETY OF MANAGEMENT ISSUES.

PRELIMINARY DISCUSSIONS WITH FOUR PREFERENTIAL COUNTRIES ALSO GOT UNDER WAY FOR THE RENEWAL OF THE CURRENT ARRANGEMENTS WHICH EXPIRE AT THE END OF THE YEAR. ALL THESE DISCUSSIONS WERE, HOWEVER, STILL OF AN INFORMAL NATURE.

TALKS WITH MALTA BEGAN IN VALLETTA AND ALLOWED A CONSTRUCTIVE FIRST EXCHANGE OF VIEWS ON THE ECONOMIC CONTENT ON AN ARRANGEMENT

FOR 1984-85. ON THE SAME DAY DISCUSSIONS WITH TURKEY TOOK PLACE IN BRUSSELS ON THE EXTENSION OF AN ARRANGEMENT ON COTTON YARN. THE COMMUNITY ALSO HELD A FIRST ROUND OF NEGOTIATIONS WITH EGYPT ON 24-26 OCTOBER TO CONSIDER THE ECONOMIC TERMS OF A RENEWED COTTON YARN ARRANGEMENT FOR THE TWO COMING YEARS. IN ADDITION TALKS WERE HELD WITH SPAIN ON 27 OCTOBER, DURING WHICH BOTH SIDES PRESENTED THEIR RESPECTIVE POSITIONS AS REGARDS THE EXTENSION OF THE PRESENT ARRANGEMENT.

THE DISCUSSIONS WITH MALTA, TURKEY AND SPAIN WERE POSITIVE AND SEEM LIKELY TO RESULT IN THE SIGNING OF EXTEND ARRANGEMENTS BUT THE OUTCOME OF THE TALKS WITH EGYPT IS MUCH LESS CERTAIN : IT BECAME CLEAR THAT EGYPT WAS SEEKING A RETURN TO THE LIBERALISED REGIME FORESEEN BY THE COOPERATION AGREEMENT. NONETHELESS, THE POSSIBILITY REMAINS OF EVENTUALLY REACHING AGREEMENT ON THE RENEWAL OF THE ARRANGEMENT ON COTTON YARN WHEN A SECOND MEETING IS HELD IN DECEMBER.

### 3.12. AIDES ALIMENTAIRES D'URGENCE

-----

LA COMMISSION VIENT DE PRENDRE UNE SERIE DE DECISIONS EN FAVEUR DES ORGANISATIONS ET PAYS SUIVANTS :

A) PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL

SYRIE : 1.720 T. DE BLE POUR LES REFUGIES PALESTINIENS NE BENEFICIANT PAS DE L'ASSISTANCE DE L'UNRWA.

LESOTHO : 3.600 T. DE BLE A 200.000 PERSONNES AFFECTEES PAR LA SECHERESSE

GAMBIE : 1.800 T. DE RIZ A 50.000 PERSONNES SOUFFRANT DE LA FAMINE

NICARAGUA : 7.200 T. DE BLE A 200.000 PERSONNES AFFECTEES PAR LA SECHERESSE

SENEGAL : 2.700 T. DE RIZ A 100.000 PERSONNES AFFECTEES PAR LA SECHERESSE

SOMALIE : 10.000 T. DE BLE EN FAVEUR DES REFUGIES

B) LICROS

ETHIOPIE : 600 T. DE BLE, 100 TONNES DE LAIT EN POUDRE ET 100 TONNES DE BUTTEROIL A 45.000 PERSONNES TOUCHEES PAR LA SECHERESSE

C) ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

PARAGUAY : 2.700 T. D'HARICOTS A 150.000 PERSONNES TOUCHEES PAR DES INONDATIONS.

3.13. STABEX

-----  
LA COMMISSION VIENT DE DECIDER LE PAIEMENT DE 30 NOUVELLES DEMANDES DE TRANSFERTS. IL NE RESTE MAINTENANT QUE SIX DEMANDES A INSTRUIRE. ON PEUT D'ORES ET DEJA CONCLURE QUE POUR L'ANNEE 82 LE TOTAL DES TRANSFERTS RESTERA A L'INTERIEUR DES DISPONIBILITES FINANCIERES DE L'EXERCICE.

3.14. COMMISSION CONSULTATIVE SUR LES POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT

-----  
(20 ET 21 OCTOBRE)  
-----

LA COMMISSION S'EST REUNIE SOUS LA PRESIDENCE DE M. PISANI. COMPOSEE DE 24 PERSONNALITES DES ETATS MEMBRES ET DES ETATS ACP DONT CERTAINES N'OCCUPENT AUCUNE RESPONSABILITE OFFICIELLE DANS LEUR PAYS, ELLE A PROCEDÉ A UNE DISCUSSION SUR UN CERTAIN NOMBRE DE THEMES TELS QUE LE DEVELOPPEMENT AUTO-CENTRE, LA PRIORITE DONNEE AU DEVELOPPEMENT RURAL ET A L'INDEPENDANCE ALIMENTAIRE, LA CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE, LE COMMERCE ET LES SYSTEMES MONETAIRES.

LA COMMISSION CONSULTATIVE, QUI N'INTERFERE EN AUCUNE MANIERE DANS LE PROCESSUS DE LA NEGOCIATION POUR LE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION DE LOME, DOIT CEPENDANT PERMETTRE, PAR LA LIBERTE DES PROPOS TENUS PAR LES PARTICIPANTS ET LE NIVEAU ELEVE DE LA REFLEXION, D'ALIMENTER UTILEMENT LE TRAVAIL DES RESPONSABLES AU COURS DES PROCHAINS MOIS. UNE SYNTHESE DES PRINCIPALES IDEES ECHANGEES SERA PUBLIEE PROCHAINEMENT.

E. NOEL, SECRETAIRE GENERAL, COMEUR  
NNNN

64215 EURCOM UW  
21877 COMEU B  
VIA WUI A